



Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20240903-Imc1341764-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mercredi 4 septembre
2024
Date de publication : 05/09/2024

**BUREAU METROPOLITAIN DU
MARDI 3 SEPTEMBRE 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3
OBJET DE LA DECISION		
N° 24/478		
CONVENTION DE PARTENARIAT PÉDAGOGIQUE ENTRE LA MÉTROPOLE TPM POUR SON CONSERVATOIRE ET LA DIRECTION ACADÉMIQUE DES SERVICES DE L'ÉDUCATION NATIONALE DU VAR - ORGANISATION DE TROIS ORCHESTRES A L'ÉCOLE A COMPTER DE LA RENTÉE SCOLAIRE 2024- 2025 - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

ABSENTS :

Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/478

BUREAU DU 3 SEPTEMBRE 2024

**O B J E T : CONVENTION DE PARTENARIAT PÉDAGOGIQUE
ENTRE LA MÉTROPOLE TPM POUR SON
CONSERVATOIRE ET LA DIRECTION ACADÉMIQUE
DES SERVICES DE L'ÉDUCATION NATIONALE DU VAR
- ORGANISATION DE TROIS ORCHESTRES A L'ÉCOLE
A COMPTER DE LA RENTRÉE SCOLAIRE 2024-2025 -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au
Bureau,

CONSIDERANT que le Conservatoire Toulon Provence Méditerranée (Conservatoire TPM) est un établissement d'enseignement public de la musique, danse, théâtre, classé dans le réseau national des Conservatoires à Rayonnement Régional par arrêté ministériel du 19 décembre 2022 pour une durée de 7 ans,

CONSIDERANT que le classement du Conservatoire dans le réseau national des établissements agréés a entre autres objectifs d'offrir aux jeunes élèves motivés par un apprentissage artistique, un dispositif pédagogique leur permettant de recevoir une formation spécifique dans le domaine artistique pendant leur temps scolaire, en complément de leur formation générale,

CONSIDERANT que le Conservatoire TPM et ses enseignants contribuent au développement et à l'élargissement des pratiques musicales au sein même des structures scolaires, sous des formes qui peuvent être diversifiées et novatrices,

CONSIDERANT que depuis plusieurs années se développent, au sein d'écoles primaires ou collèges, différents ensembles instrumentaux, les Orchestres à l'Ecole (OAE),

CONSIDERANT que ceux-ci visent à favoriser l'accès à la culture musicale et à la pratique instrumentale collective pour le plus grand nombre d'enfants et d'adolescents et ce, sur leur temps scolaire, au sein de leurs établissements,

CONSIDERANT en effet que le dispositif « Orchestre à l'école » permet à une classe entière d'élèves d'aborder et de pratiquer directement et collectivement la musique en orchestre pendant trois ans, et de leur apprendre à la fois la technique instrumentale et la lecture de la musique, encadrés par des enseignants de Conservatoire, au sein de leur école,

CONSIDERANT que la Métropole TPM et la Direction Académique de l'Education Nationale du Var ont implanté des Orchestres à l'Ecole dans 3 écoles élémentaires à partir de la rentrée 2015-2016 pour trois années scolaires (sur les villes de Saint-Mandrier-sur-Mer et du Pradet),

CONSIDERANT que le dispositif a été renouvelé les trois années suivantes, de 2018 à 2021, sur les villes de Carqueiranne, la Valette-du-Var et Toulon, puis de 2021 à 2024 dans trois autres écoles de La Seyne-sur-mer et Toulon,

CONSIDERANT le bilan très positif de l'opération et l'expérience pédagogique précieuse acquise dans ce cadre, la Métropole TPM et la Direction Académique de l'Education Nationale du Var souhaitent poursuivre ce travail dans 3 nouvelles écoles : l'Ecole Jean-Baptiste Martini de la Seyne-sur-mer pour l'orchestre « Instruments anciens » et les Ecoles Georges Guynemer, et Les îles d'or d'Hyères-les-Palmiers, respectivement pour l'orchestre « bois », et l'orchestre « cuivres »,

CONSIDERANT qu'il convient de préciser les engagements et les modalités pratiques du partenariat entre TPM pour le Conservatoire et la Direction Académique des services de l'Education Nationale du Var pour les écoles, en particulier en termes d'organisation, de suivi, d'évaluation et d'accompagnement des trois orchestres à l'école à compter de la rentrée 2024-2025 pour une durée de trois années scolaires,

CONSIDERANT le projet de convention ci-annexé

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention de partenariat pédagogique entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour le Conservatoire et la Direction Académique des Services de l'Education Nationale du Var, relative à l'organisation de trois Orchestres à l'Ecole dans des établissements du territoire à compter de la rentrée scolaire 2024-2025.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2024 (et suivants), opération 22350 articles 611 et 61558, opération 22154, article 2188, fonction 311.1.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

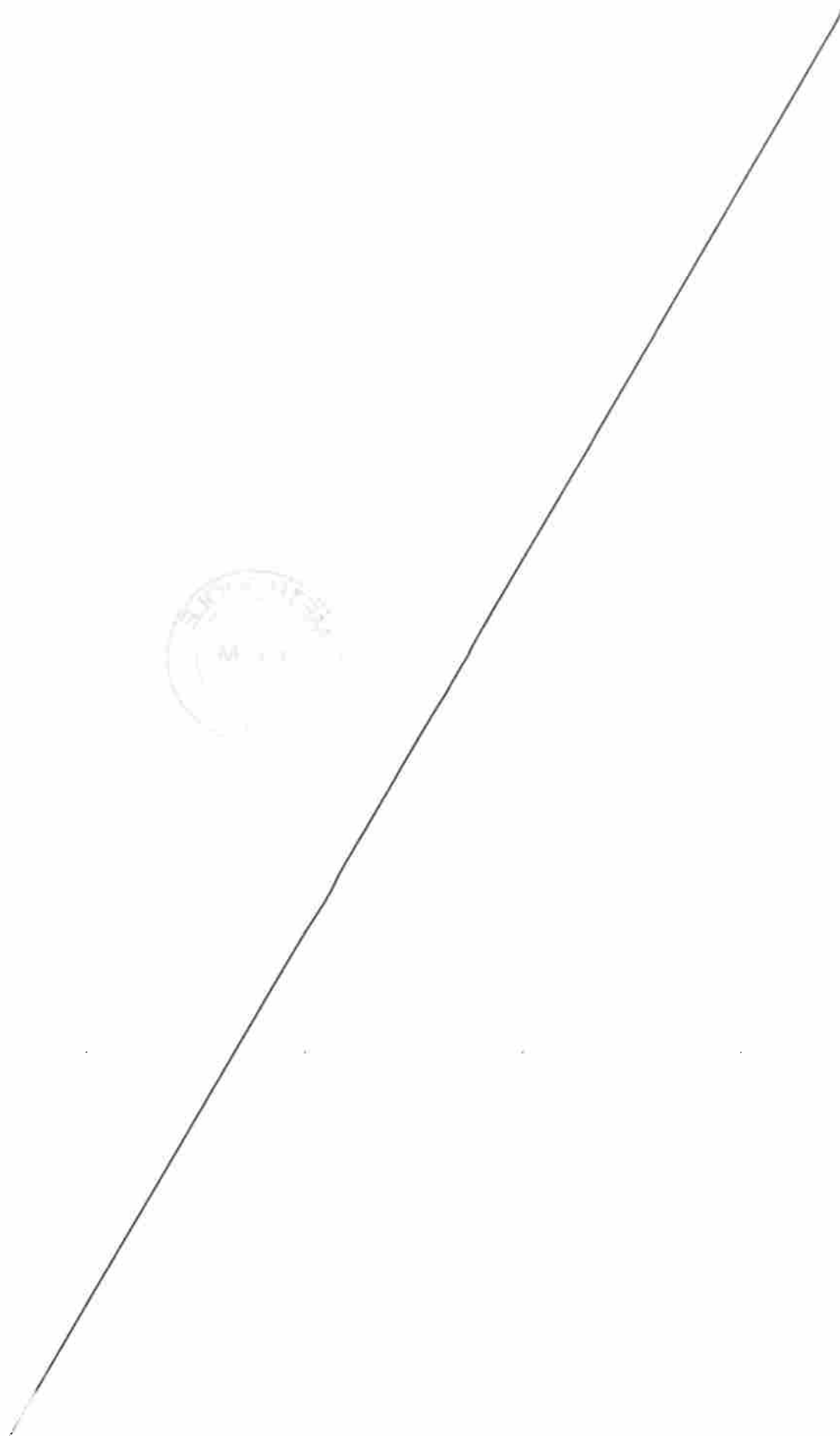
Fait à Toulon, le 3 septembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0





C O N V E N T I O N

PARTENARIAT PEDAGOGIQUE ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE POUR LE CONSERVATOIRE ET LA DIRECTION ACADEMIQUE DES SERVICES DE L'EDUCATION NATIONALE DU VAR, RELATIVE A L'ORGANISATION DE TROIS ORCHESTRES A L'ECOLE DANS DES ETABLISSEMENTS DU TERRITOIRE A COMPTER DE LA RENTREE SCOLAIRE 2024-2025

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée
Domiciliée : 107 boulevard Henri Fabre – CS 30536 Toulon Cedex 9 (83041),
Représentée par son Président, **Jean-Pierre GIRAN**, dûment autorisé par décision métropolitaine
n°..... du

Ci-après dénommée « **TPM** »,

d'une part,

Et

La Direction Académique des Services de l'Education Nationale du Var,
Domiciliée : rue de Montebello 83070 Toulon
Représentée par le Directeur des Services départementaux de l'Education Nationale du Var, **Mathieu SIEYE**

Ci-après dénommée la « **Direction Académique** »,

d'autre part,

En référence au texte suivant :

Convention-cadre entre les représentants du Ministère de l'Education Nationale, de la jeunesse et de la vie associative, du Ministère de la Culture et de la Communication et l'Association Orchestre à l'Ecole, signée le 3 mai 2012 (cf. **Annexe 1**).

Extraits de la Convention-cadre :

*« Nés il y a une dizaine d'années à partir d'une initiative de la Chambre Syndicale de la Facture Instrumentale, des orchestres à l'école (OAE) se sont développés sur la base de l'apprentissage d'un instrument dans le cadre d'une pratique musicale collective régulière.
Ils visent à favoriser le développement de la pratique instrumentale des élèves, pour lesquels l'accès à une pratique orchestrale est rendu difficile pour des raisons géographiques ou sociales.
Ces pratiques orchestrales en milieu scolaire viennent compléter et enrichir les missions d'éducation musicale portées par le Ministère de l'Education Nationale. »*

PREAMBULE

Le dispositif des Orchestres à l'Ecole (OAE)

Depuis plusieurs années se développent, au sein d'écoles primaires ou collèges, différents ensembles instrumentaux, les **Orchestres à l'Ecole (OAE)**

Ils visent à favoriser l'accès à la culture musicale et à la pratique instrumentale collective pour le plus grand nombre d'enfants et d'adolescents et ce, sur leur temps scolaire, au sein de leurs établissements.

Aujourd'hui, plus que jamais, il est important de montrer que jouer d'un instrument est à la portée de tous, et de faire la preuve que la musique est un outil extraordinaire de socialisation. En découvrant les joies de la pratique en ensemble, les enfants et adolescents trouvent leur place dans le groupe, guidés et "portés" par leurs professeurs, sans esprit de compétition et en réelle harmonie.

Les différentes expériences menées démontrent que la grande majorité des élèves concernés par un projet OAE souhaitent poursuivre ensuite l'expérience musicale. Plus de la moitié d'entre eux désirent continuer en rejoignant un établissement d'enseignement artistique.

La mise en place d'un OAE peut s'effectuer dans le cadre d'un partenariat pédagogique entre l'Association "Orchestre à l'Ecole", l'Education Nationale et la collectivité pour ce qui est de la structure d'enseignement artistique.

Construire un projet d'OAE nécessite de définir un projet pédagogique spécifique qui devra répondre aux attentes des institutions, des élèves et des enseignants.

Le partenariat avec l'Association "Orchestre à l'Ecole"

L'Association "Orchestre à l'Ecole", à but non lucratif, a pour objet le développement de la pratique de la musique au sein des établissements scolaires, notamment à travers toutes les actions permettant la création, le financement, le développement et la diffusion des Orchestres à l'Ecole.

En juillet 2021, l'Association a signé avec l'Education Nationale, le Ministère de la Culture et l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) une convention-cadre qui fait d'elle la référence des orchestres à l'école (**Annexe 1**).

D'une part l'Association collecte et sélectionne les projets d'Orchestre à l'Ecole qui lui sont présentés et d'autre part, elle sollicite les financements de mécènes pour l'achat d'instruments de musique auprès de fournisseurs agréés. Elle met ensuite ces instruments à disposition, au profit des projets qu'elle a sélectionnés.

Dès lors que le projet perdure au-delà de 6 ans, ces instruments - propriété de l'Association – sont définitivement cédés par elle, à titre gratuit, à la structure porteuse du projet.

Les objectifs de la Métropole TPM pour son Conservatoire à Rayonnement Régional (Conservatoire TPM)

- Faire découvrir la musique et rendre acteurs des enfants non-inscrits au **Conservatoire TPM**, via un mode d'apprentissage qui diffère de l'approche traditionnelle des conservatoires.
- Valoriser les enfants dans leur parcours éducatif par une activité artistique faisant appel à d'autres dimensions de leur personnalité.
- Initier et encourager une réflexion pédagogique novatrice pour le corps enseignant du **Conservatoire TPM**.
- Construire une complémentarité entre l'offre culturelle en temps scolaire et hors temps-scolaire.

Considérant l'ensemble de ces objectifs, **TPM** et la **Direction Académique du Var** ont implanté des Orchestres à l'Ecole dans 3 écoles élémentaires à partir de la rentrée 2015-2016 pour trois années scolaires (sur les villes de St Mandrier-sur-mer et du Pradet). Le dispositif a été renouvelé les trois années suivantes, de 2018 à 2021, sur les villes de Carqueiranne, la Valette du Var et Toulon puis de 2021 à 2024 dans trois autres écoles de La Seyne-sur-mer et Toulon.

Vu le bilan très positif de l'opération et l'expérience pédagogique précieuse acquise dans ce cadre, **TPM** et la **Direction Académique** souhaitent poursuivre ce travail dans 3 nouvelles écoles répondant aux critères.

Parmi les écoles candidates, ont été retenues l'Ecole Jean-Baptiste Martini de la Seyne-sur-mer pour l'orchestre "Instruments anciens" et les Ecoles Georges Guynemer, et Les îles d'or de Hyères, respectivement pour l'orchestre "bois", et l'orchestre "cuivres".

Il s'agit de formaliser les modalités pratiques de ce partenariat pour trois années scolaires, à compter de la rentrée scolaire 2024-2025.

Ceci exposé, il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1^{er} – OBJET

L'objet de la présente convention est de préciser les modalités pratiques d'organisation d'un Orchestre à l'Ecole, à compter de la rentrée scolaire 2024-2025 dans les trois établissements scolaires suivants :

- Ecole élémentaire, Jean-Baptiste Martini, rue Jacques Laurent, La Seyne-sur-mer
(orchestre "*Instruments anciens*")
- Ecole élémentaire Georges Guynemer, Avenue Pierre Renaudel, Hyères
(orchestre "*Bois*")
- Ecole élémentaire Les îles d'or, 2 avenue Godillot, Hyères
(orchestre "*Cuivres*")

Les élèves scolarisés au départ en CE2, bénéficieront, dans le temps scolaire hebdomadaire, de séances de musique assurées par les enseignants du **Conservatoire TPM**.

Dans chacune des trois écoles, le dispositif se poursuivra pour ces élèves, durant les années suivantes de leur scolarité, c'est à dire en CM1 puis en CM2.

Le temps d'enseignement de 3 h par semaine sera comptabilisé dans l'emploi du temps scolaire hebdomadaire des élèves, et réparti comme suit :

- Travail à l'instrument par pupitre et travail en orchestre (2 séquences distinctes), soit **2 h par semaine**
- Intervention en classe par un enseignant Intervenant en Milieu Scolaire (IMS) soit **1 h par semaine**

En outre, il est prévu, pour les enseignants, un temps de concertation pédagogique sur place (à l'école) avant ou après une séance (à déterminer en concertation avec les équipes pédagogiques) soit **d'1 h par semaine** et l'enseignant I.M.S. coordonne le projet.

Article 2 – ANNEXES ANNUELLES

Une annexe annuelle (**cf. Annexe 2.1**) dont le modèle est joint à la présente sera établie, pour chaque projet OAE, en concertation par les représentants des établissements partenaires avant chaque rentrée scolaire.

Ce document prévoit notamment : le planning des activités, la déclinaison des moyens mis en œuvre, les modalités d'évaluation du dispositif, ainsi que tout changement et ou adaptation qui s'avèreraient nécessaires en cours d'année.

Une autre annexe annuelle (**cf. Annexe 2.2**) dont le modèle est aussi joint à la présente, permettra de dresser chaque année un "Bilan" en fin d'année scolaire et d'énoncer les modifications de fonctionnement pour l'année scolaire suivante.

Ces annexes annuelles font parties intégrantes de la présente convention.

Article 3 – ENGAGEMENT DES PARTENAIRES

3.1 La Métropole TPM

La Métropole TPM s'engage à :

Assurer les enseignements, dispensés par les enseignants du **Conservatoire TPM** dans le cadre des projets OAE, pour les élèves inscrits dans ce dispositif.

- Mettre à disposition à titre gratuit des trois établissements, Ecole Jean Baptiste Martini à la Seyne-sur-mer (*orchestre "Instruments anciens"*), Ecole Georges Guynemer à Hyères (*orchestre "Bois"*), Ecole Les îles d'Or à Hyères (*orchestre "Cuivres"*), les instruments de musique appartenant à TPM ou mis à disposition par l'association "OAE", dont les listes sont jointes à la présente convention (**cf. Annexes 3, 4 et 5**).
Ces listes sont susceptibles de modifications à la marge, en fonction des besoins, sans qu'un avenant soit nécessaire.
 - Ces instruments font l'objet d'un prêt (individuel) à titre gratuit consenti aux élèves et à l'enseignant(e) de la classe concernée au cours de l'année scolaire, sous réserve de l'établissement d'un contrat de prêt d'instrument dont le modèle est joint à la présente (**cf. Annexe 6**).
- Gérer l'instrument de musique appartenant à l'Association « Orchestre à l'Ecole » dont dispose à titre gratuit **et au seul bénéfice du dispositif** OAE, la Métropole pour son **Conservatoire TPM**, et concernant l'*orchestre "Bois"*.
 - Cet instrument appartenant à l'Association « Orchestre à l'Ecole » fait l'objet d'une mise à disposition consentie individuellement à un élève de la classe concernée au cours de l'année scolaire, sous réserve de l'établissement d'un contrat de mise à disposition d'instrument dont le modèle est joint à la présente (**cf. Annexe 7**).

3.2 La Direction Académique

La Direction Académique s'engage à :

- Mobiliser les équipes éducatives et les professeurs
- Apporter l'expertise et le soutien pédagogique de ses conseillers pédagogiques de circonscription ou spécialisés
- Aménager les emplois du temps des élèves de telle sorte qu'ils puissent recevoir, sur le temps scolaire (temps des APC y compris), les enseignements prévus dans les projets OAE.

3.3 Engagements communs

Les partenaires s'engagent, dans le cadre de leurs moyens respectifs, à :

- Examiner les conditions financières en fonction de l'évolution annuelle du dispositif, et fixées conjointement dans l'annexe annuelle.
- Assurer la rémunération de leurs personnels respectifs dans le cadre des obligations de service statutaires.
- Assurer une large communication sur les activités des orchestres à l'école.
- S'informer mutuellement des diverses manifestations artistiques envisagées durant l'année scolaire et s'associer pour toutes décisions qui concerneraient le dispositif des orchestres à l'école.
- S'inviter mutuellement et à titre consultatif, au conseil d'établissement, d'école ou autres comités quand le dispositif, objet de la présente convention, figure à l'ordre du jour.
- S'informer mutuellement de tout changement concernant l'organisation pratique des projets OAE, notamment en cas d'absences ponctuelles des enseignants.

Article 4 –SUIVI PEDAGOGIQUE

Pour le suivi pédagogique du dispositif, un groupe de pilotage est constitué. Il est composé :

- Du Directeur du **Conservatoire TPM** ou son représentant
- De l'Inspecteur de l'Education Nationale de la circonscription ou de son représentant
- Du Directeur ou de la Directrice de l'établissement scolaire
- Du Conseiller Pédagogique Départemental en Education Musicale (CPDEM)
- De l'enseignant IMS chargé de la coordination du projet.

Le groupe de pilotage pourra inviter toute personne, à titre d'expert et pour avis consultatif, à participer aux réunions et travaux.

Un bilan quantitatif, qualitatif et financier, dont les modalités seront déterminées par le comité de pilotage, devra être réalisé au plus tard le 25 juin de l'année scolaire.

Cette évaluation contribuera à préparer et mettre au point le fonctionnement opérationnel du dispositif pour l'année scolaire suivante. Si nécessaire, des ajustements notamment, en termes d'horaires, de contenus ou de modalités d'enseignement musical seront prévus à cette occasion.

L'ensemble des éléments de bilan seront portés sur l'annexe annuelle (cf. Article 2) au regard du projet pédagogique de l'année scolaire en cours.

Article 5 – RESPONSABILITE

Les élèves sont placés sous la responsabilité de l'enseignant de l'Education Nationale, lequel assure le contrôle effectif du déroulement du cours concerné.

Article 6 – DUREE

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de l'année scolaire 2024-2025.

Article 7 – DENONCIATION, RESILIATION

Toute année scolaire commencée sous l'égide de ce partenariat doit être menée à son terme ; la dénonciation de la convention ne vaut que pour l'année scolaire suivante et dans ce cas, celle-ci doit se faire trois mois avant la fin de l'année scolaire, arrêtée conventionnellement au 1^{er} juillet, par envoi d'un courrier avec accusé de réception par l'une ou l'autre des parties à la présente.

Article 8 – COMPETENCE

Tout litige né de l'application ou de l'interprétation de la convention qui n'aura pas pu trouver de règlement amiable entre les parties, relève de la compétence du Tribunal Administratif de Toulon.

Article 9 – ELECTION DU DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile à l'adresse des signataires.

Fait à TOULON, le

En trois exemplaires

Le Directeur Académique des services départementaux de l'Education Nationale du Var	Le Président de Toulon Provence Méditerranée
Mathieu SIEYE	Jean-Pierre GIRAN



CONVENTION CADRE

Établie entre les soussignés :

Le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports

Ci-après dénommé « le MENJS »

Représenté par Edouard Geffray, directeur général de l'enseignement scolaire

Le ministère de la Culture

Ci-après dénommé « Le ministère de la Culture »

Représenté par Noël Corbin, délégué général à la transmission, aux territoires et à la démocratie culturelle

L'agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT)

Ci-après dénommé « ANCT »

Représenté par Yves Le Breton, directeur général

et

L'association « Orchestre à l'école »

Ci-après dénommée « association Orchestre à l'école »

Représentée par Guillaume Borie, président

PRÉAMBULE

Nés il y a une quinzaine d'années à partir d'une initiative de la Chambre Syndicale de la Facture Instrumentale, des classes orchestre se sont développées sur la base de l'apprentissage d'un instrument dans le cadre d'une pratique musicale collective régulière en temps scolaire. Elles visent à favoriser le développement de la pratique instrumentale des élèves du **premier** ou du second degré pour

lesquels l'accès aux établissements d'enseignement spécialisé est rendu difficile pour des raisons géographiques, sociales ou économiques.

Ces pratiques instrumentales collectives en temps scolaire viennent compléter et enrichir les missions d'éducation musicale portées par le ministère en charge de l'éducation nationale. A l'école primaire puis au collège, ces enseignements obligatoires visent à doter progressivement les élèves des références nécessaires à la constitution d'une culture musicale et artistique par la pratique vocale, l'éducation de la perception et la connaissance des œuvres. Les pratiques instrumentales collectives offrent des perspectives complémentaires dès lors qu'elles sont mises en œuvre avec des moyens appropriés. Elles constituent également un atout essentiel pour le développement de la pratique amateur en lien avec les établissements d'enseignement artistique spécialisé et plus particulièrement les conservatoires classés ou reconnus par l'État. Cette politique participe de l'action interministérielle en faveur de l'éducation artistique et culturelle.

Depuis 2008, l'association « Orchestre à l'école » s'inscrit dans cette perspective de développement de la pratique instrumentale collective au sein des établissements scolaires. Elle favorise aussi toutes les actions permettant la création, le financement, la pérennisation des pratiques instrumentales collectives à l'école et au collège.

Considérant :

- que cette action s'inscrit pleinement dans le cadre de la politique que le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports et le ministère de la Culture mènent conjointement en faveur d'un parcours artistique et culturel adapté à chaque âge (cf. Réussir le 100% EAC, feuille de route 2020-2021) ;
- que cette action s'inscrit dans le cadre du développement des pratiques orchestrales à l'école et au collège mené depuis plusieurs années (cf. circulaire interministérielle n° 2012-010 du 11 janvier 2012) ;
- que cette action participe des priorités du ministère de la Culture, inscrites dans la Loi LCAP du 7 juillet 2016 dans le domaine du spectacle vivant en matière d'accès de l'ensemble des citoyens aux arts et à la culture et des objectifs de ce ministère en faveur des droits culturels et de la transmission des répertoires et des pratiques artistiques ;
- que cette action répond aux principes de la charte pour l'éducation artistique et culturelle du Haut Conseil à l'éducation artistique et culturelle du 8 juillet 2016 et vient conforter les nombreuses initiatives menées dans les établissements scolaires en permettant leur mise en œuvre effective et leur inscription dans le cursus des élèves ;
- que cette action s'inscrit dans la mesure « Développer la pratique musicale » du plan de mobilisation nationale pour les habitants des quartiers adopté en Conseil des ministres du 18 juillet 2018 ;

Il a été convenu ce qui suit :

I. DÉFINITION DES OBJECTIFS ET DU CADRE D'ACCUEIL DES ORCHESTRES À L'ÉCOLE

A. OBJECTIFS

Le partenariat entre le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, le ministère de la Culture, l'ANCT et l'association Orchestre à l'Ecole se donne les objectifs suivants :

Concernant l'ensemble du territoire national :

- proposer aux équipes éducatives un projet collectif qui développe chez les élèves le goût des pratiques artistiques, une ouverture à l'altérité, la formation du jugement et de la sensibilité esthétiques, l'apprentissage de la citoyenneté, la confiance en soi et l'engagement dans le parcours scolaire ;

- développer une relation de confiance entre les familles et les institutions (éducation nationale, établissements d'enseignement artistique spécialisé, collectivités territoriales, etc.) ;
- contribuer au dynamisme de la vie culturelle des territoires ;
- proposer aux écoles et établissements une aide opérationnelle au montage et à la réalisation d'un projet de pratique instrumentale collective inscrit dans le temps scolaire sous forme d'orchestre à l'école ;
- en complément de l'enseignement de l'éducation musicale prévu par les programmes scolaires, permettre aux élèves de développer une technique instrumentale partant d'une pratique collective conformément aux préconisations du SNOP pour le 1^{er} cycle d'enseignement de la musique ;
- développer les orchestres à l'école sur l'ensemble du territoire, avec une attention particulière pour les territoires ruraux, ou relevant des quartiers prioritaires de la politique de la ville et des cités éducatives ;
- développer une méthodologie de montage de projets adaptée aux spécificités de ces territoires ;
- développer un centre de ressources national destiné à l'ensemble des acteurs des pratiques musicales collectives.

Concernant le cas spécifique des quartiers prioritaires de la politique de la ville :

- développer le dispositif Orchestre à l'Ecole en ayant une démarche pro-active afin de renforcer la pratique artistique et culturelle des habitants, notamment les enfants et adolescents, issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville, dans le cadre scolaire et extra-scolaire ;
- en référence à la convention pluriannuelle d'objectifs liant les Orchestres à l'école et l'ANCT, déployer le dispositif particulièrement sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville pour atteindre l'objectif de 100 orchestres d'ici à la fin 2022.

B. CADRE D'ACCUEIL DES ORCHESTRES A L'ECOLE

Plusieurs cadres peuvent accueillir une classe orchestre, notamment :

- **Les classes à horaires aménagés musicales (CHAM)** (arrêté du 31 juillet 2002 et circulaire n° 2002-165 du 2 août 2002, arrêté du 22 juin 2006) permettent l'inscription dans le parcours de formation obligatoire d'une pratique orchestrale renforcée.
- **Au titre de de l'article D314-2 du code de l'éducation¹**, dans le cadre d'un projet d'expérimentation pédagogique.

¹ « Les projets d'expérimentation pédagogiques sont présentés par le directeur d'école ou le chef d'établissement, sur proposition des équipes pédagogiques, et concertés au conseil d'école ou au conseil pédagogique en application des articles D. 411-2 et R. 421-41-3. Ces projets précisent le périmètre de l'expérimentation, sa durée, l'équipe responsable, le diagnostic initial porté sur la situation pédagogique ou éducative, les objectifs visés et les éventuels partenaires impliqués.

Le projet d'expérimentation comporte un protocole d'évaluation qui précise les indicateurs retenus pour mesurer les effets produits ainsi que les modalités de recueil des données. Le protocole d'évaluation prévoit l'élaboration de bilans réguliers et d'un rapport final.

Le projet d'expérimentation est transmis pour approbation au directeur académique des services de l'éducation nationale agissant sur délégation du recteur d'académie avant d'être adopté par le conseil d'école ou le conseil d'administration et annexé au projet d'école ou d'établissement mentionné à l'article L. 401-1 du code de l'éducation.»

Dans tous les cas, une attention particulière est portée à l'articulation et à l'équilibre entre les objectifs portés par l'orchestre à l'école et ceux visés par l'enseignement de l'éducation musicale à l'école comme au collège afin que l'enseignement de l'éducation musicale dû à chaque élève soit effectivement assuré.

Il est souhaitable que toutes les écoles et établissements accueillant un orchestre à l'école proposent par ailleurs à tous les élèves une pratique chorale collective (enseignement facultatif de chant choral en collège).

Tout comme celle des enseignants des établissements d'enseignement artistique spécialisé, l'implication des professeurs des écoles et des professeurs d'éducation musicale en collège est essentielle pour la réussite du projet et son rayonnement sur l'ensemble de la communauté éducative.

Dans cette perspective, un projet d'orchestre à l'école participe au projet d'école ou d'établissement et figure à ce titre au sein du volet culturel du projet d'école ou d'établissement (VCPE), et dans le projet de l'établissement d'enseignement artistique spécialisé se référant au cadre réglementaire du schéma national d'orientation pédagogique (SNOP).

C. DISPOSITIONS LIÉES À LA MISE EN ŒUVRE D'UN ORCHESTRE A L'ECOLE

REFERENCES POUR LE DEVELOPPEMENT DES ORCHESTRES A L'ECOLE

La « charte de qualité » établie en 2017 par l'association Orchestre à l'école, en concertation avec les ministères signataires de la convention, complète utilement la circulaire interministérielle « Développement des pratiques orchestrales à l'école et au collège » n° 2012-010 du 11-1-2012. L'ensemble définit un socle commun de valeurs auxquelles les orchestres à l'école peuvent se référer, que ce soit dans les domaines artistiques, pédagogiques ou organisationnels et méthodologiques.

CONVENTION MIS A REPENDRE

L'organisation et le fonctionnement d'un orchestre à l'école comme les modalités de son suivi et de l'évaluation de son impact sont définis de manière précise dans une convention élaborée en concertation avec les différents partenaires (établissements scolaires, établissements d'enseignement artistique spécialisé, collectivités territoriales, etc.). Figurent notamment dans cette convention, les modalités de ce partenariat, les conditions de financement de l'orchestre, l'organisation de l'enseignement musical et l'articulation de ses différentes composantes, les modalités et lieux d'enseignement, l'accompagnement des élèves en cas de déplacement ainsi que les modes de prêt et/ou d'acquisition des instruments. La charte de qualité signée par l'ensemble des partenaires est systématiquement annexée à cette convention.

II. ENGAGEMENT DES PARTENAIRES

A. ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION ORCHESTRE A L'ECOLE

L'acquisition et l'entretien d'un ou plusieurs parcs instrumentaux est une exigence première pour la bonne réalisation d'un projet d'orchestre à l'école. L'association Orchestre à l'école, en lien avec un réseau de professionnels de la facture instrumentale, apporte à toutes les écoles et tous les établissements qui en font la demande conseils et recommandations pour satisfaire au mieux cette exigence. L'association peut soutenir les projets en faisant elle-même l'acquisition d'une large part du parc instrumental qu'elle met alors à la disposition de l'école ou de l'établissement, sous certaines conditions visant à garantir le bon fonctionnement et la pérennité du projet précisées dans la charte de qualité. Dans le strict respect d'un principe de neutralité, l'association, lorsqu'elle ne fournit pas elle-même une large part du parc instrumental, n'intervient pas dans le choix final du partenaire qui fournira cet équipement, cette décision étant du ressort et de la responsabilité de la structure à l'initiative du projet d'orchestre à l'école.

L'association Orchestre à l'école, s'engage par ailleurs, en accord avec le comité de suivi défini à l'article III - A de la présente convention, à :

- mettre à disposition des orchestres à l'école des ressources de différentes natures réunies par l'association et mises en ligne sur le site de l'association : témoignages de projets, dossiers de

presse, relais d'événements, documents d'aide au financement et au conventionnement, listes des matériels nécessaires, charte de qualité, films explicatifs, tutoriels, guides pédagogiques, répertoires adaptés et dédiés aux orchestres à l'école, travaux issus de la recherche, etc. ;

- permettre aux acteurs, par l'intermédiaire de cette plateforme, de nouer des contacts bilatéraux avec les spécialistes de l'association afin de résoudre les éventuelles difficultés rencontrées ;
- constituer un réseau de partenaires susceptibles de contribuer à la création puis à la bonne marche d'un projet d'orchestre à l'école (associations, bénévoles, luthiers, revendeurs, etc.) ;
- proposer des sessions de formation à la pratique orchestrale pour tous les personnels qui interviennent dans le fonctionnement d'un orchestre à l'école. Conçues en partenariat avec les centres de formation compétents (Pôles supérieurs d'enseignement artistique, CFMI, INSPÉ, CNFPT, Agences culturelles départementales et régionales, inspections pédagogiques régionales de l'éducation nationale, universités), ces formations sont proposées aux diverses tutelles en charge de la formation continue des personnels ;
- proposer un soutien financier pour les événements réunissant plusieurs orchestres ;
- proposer aux orchestres à l'école de participer à des projets artistiques ambitieux et de qualité avec des artistes professionnels et des institutions d'envergure nationale (Musée du Louvre, Centre Pompidou, Château de Fontainebleau, Radio France, Assemblée nationale, Sénat, etc.) ;
- accompagner et soutenir les écoles et établissements dans la construction d'une continuité avec les établissements d'enseignement artistique permettant aux élèves de poursuivre leur pratique et leur formation instrumentale au terme d'un parcours d'orchestre à l'école.

B. ENGAGEMENTS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS, DU MINISTRE DE LA CULTURE ET DE L'ANCT

Pour la réalisation des objectifs mentionnés à l'article I - A de la présente convention, le **ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports** s'engage à soutenir l'association :

- par la diffusion aux rectorats et aux inspections académiques des informations nécessaires à la mise en œuvre de la présente convention ;
- par l'expertise pédagogique et réglementaire nécessaire à la création de projets pérennes ;
- par la mobilisation des professeurs des écoles et des professeurs d'éducation musicale concernés par ces projets ;
- par un accompagnement pédagogique des acteurs ;
- par une contribution à l'évaluation de la mise en œuvre et de l'impact des projets.

Le ministère de la culture s'engage, pour la durée de la convention, à informer les services déconcentrés (DRAC) des possibilités de développement des pratiques orchestrales à l'école et au collège avec le concours de l'association Orchestre à l'école. Au sein de leurs réflexions territoriales en matière d'éducation artistique et culturelle et des cadres conventionnels avec les collectivités territoriales et les acteurs éducatifs qui en découlent, les DRAC apporteront également une attention particulière à ces projets.

L'ANCT s'engage, pour la durée de la convention, à soutenir l'association dans la réalisation des objectifs mentionnés à l'article I - A de la présente convention, en informant les services déconcentrés des possibilités de développement des pratiques orchestrales en quartiers prioritaires de la politique de la ville avec le concours de l'association Orchestre à l'école.

III. DÉFINITION DES MODALITÉS DE SUIVI

A. COMITÉ DE SUIVI

Au niveau national, un comité de suivi est chargé de la coordination, du suivi et de l'évaluation de la mise en œuvre de la présente convention. Ce comité étudie les projets réalisés, notamment pour ce qui concerne leur conformité avec les engagements des organisations présentées par les articles II – A et B ci-dessus. Il valide les documents d'information susceptibles d'être diffusés au plan national et notamment les contenus des appels à projets initiés par l'association et adressés aux écoles et collèges. Il accompagne la réflexion liée au plan d'action de l'association et contribue à la valorisation des projets de qualité. Il se réunit au moins une fois par an, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties.

Le comité de suivi est composé à parité des signataires de membres du MENJS désignés par le ministre (Direction générale de l'enseignement scolaire – DGESCO, Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche), de représentants du ministère de la Culture désignés par le ministre (Direction générale de la création artistique – DGCA, services administratifs et inspection de la création artistique) DGTDC, de membre de l'ANCT (Direction générale déléguée en charge de la Politique de la ville – PLSIQ, Programme Lien social et Image des quartiers), de représentants de l'association Orchestre à l'école. Il peut en outre s'adjoindre, des mécènes ainsi qu'un ou plusieurs représentants des acteurs de terrain désignés en commun par les partenaires.

B. BILAN

L'association Orchestre à l'école s'engage à établir annuellement un bilan de sa contribution à la mise en œuvre de la présente convention et à le remettre au MENJS (Direction générale de l'enseignement scolaire) et au ministère de la culture (direction générale de la création artistique – bureau de l'éducation artistique et des pratiques amateurs) et à l'ANCT.

C. EVALUATION

L'association Orchestre à l'école s'engage à réaliser une évaluation selon deux approches simultanées :

- les effets et impacts de la participation à un orchestre à l'école sur les enfants et les jeunes à travers une étude qualitative ;
- l'impact de l'action de l'association Orchestre à l'Ecole dans les territoires, qu'ils soient éducatifs, socio-économiques ou politiques.

Pour la réalisation de cette évaluation, l'association Orchestre à l'école s'engage à solliciter la recherche universitaire et à réunir un comité de pilotage de cette évaluation réunissant :

- des représentants du MENJS (Direction générale de l'enseignement scolaire – DGESCO, inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche) ;
- des représentants du ministère de la Culture (Direction générale de la création artistique – DGCA, services administratifs et inspection générale de la création artistique) ;
- des représentants de l'ANCT (Direction générale déléguée en charge de la Politique de la ville - Programme Lien social et Image des quartiers);
- des représentants des mécènes ;
- des représentants de l'association Orchestre à l'école.

Une restitution de l'évaluation conduite par les chercheurs universitaires est attendue au cours de l'année scolaire 2021-2022. Elle viendra compléter le suivi et l'évaluation des classes orchestre menés par les corps d'inspection sur l'ensemble du territoire conformément à l'article D314-3 du code de l'éducation².

² Article D314-3 - Modifié par Décret n°2019-1403 du 18 décembre 2019 - art. 1

D. DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée de trois ans à compter de la date de sa signature. Elle peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Paris, le **09 JUL. 2021**

Le directeur général de l'enseignant scolaire

Edouard Geffray



Le délégué général à la transmission, aux territoires et à la démocratie culturelle

Noël Corbin



Le directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires

Yves Le Breton



Le Président de l'association Orchestre à l'école

Guillaume Borie



L'évaluation des expérimentations pédagogiques est menée sous l'autorité du recteur d'académie dans les conditions prévues par le protocole mentionné à l'article D. 314-2, avec l'appui des corps d'inspection territoriaux et, le cas échéant, de chercheurs désignés à cet effet.

Les résultats des évaluations sont présentés au conseil d'école ou au conseil d'administration des établissements concernés. Ils sont ensuite remis aux autorités académiques et présentés au comité technique académique.

Lorsqu'une expérimentation est évaluée positivement, le recteur d'académie peut décider, sous réserve de l'accord du conseil d'école ou du conseil d'administration, de la reconduire pour une nouvelle période limitée à cinq ans et éventuellement de l'étendre à d'autres écoles ou établissements selon la procédure prévue à l'article D. 314-2.

Le conseil d'école ou le conseil d'administration peut également, sous réserve de l'approbation du recteur d'académie, proposer de reconduire une expérimentation pour une nouvelle période limitée à cinq ans

ANNEXE 2.1 ANNUELLE

DISPOSITIF ORCHESTRE

A L'ECOLE DE

ANNEE SCOLAIRE 202..-202..

Identification des représentants des parties

TPM pour le Conservatoire à Rayonnement Régional (Conservatoire TPM)

Le Directeur du CRR de TPM, représenté par :

Education Nationale

Le Directeur d'Académie des Services de l'Education Nationale du Var, représenté par le CPEM,

.....

Tel :@ac-nice.fr

Identification des établissements partenaires

ETABLISSEMENT SCOLAIRE ET ADRESSE

Ecole élémentaire

Tél.: – Courriel : ecole....@ac-nice.fr

Directeur(trice) :

Classe(s) et nombre d'enfants concernés :

... élèves de de M ou Mme

La liste des élèves sera jointe au présent document.

Enseignant responsable / nom, prénom et tél, @ :

.....

Conservatoire TPM

Enseignants et IMS

Nom, Prénom	Discipline	Téléphone	Adresse mail

Site de

.....

Responsable de Site

.....

.....

Tél.

Mail : conservatoire-.....@metropoletpm.fr

Descriptif et mise en œuvre de l'orchestre à l'école

Date de démarrage de l'orchestre :

Fonctionnement de l'orchestre (descriptif)

- organisation (horaires, jour, durée séances, locaux, moyens, intervenants Ecole et CNRR de TPM, autres partenaires) :

- X salles serviront aux cours ; le stockage des gros instruments sera effectué dans le local ; celui des petits instruments dans
- Tutti (1h), cours collectif prévu le ... de ... à ...
- Pupitre (1h) cours d'instruments prévus le ... de ... à ...
- Pour les cours de : prévoir 2 groupes de 6-7 élèves
- Intervention IMS (1h) prévue le ... de... à ...
- Les temps de concertation (1h) entre les équipes pédagogiques et de coordination du projet suivi par l'IMS s'effectueront le ...
- Les instruments seront stockés dans des salles de l'école sécurisées ; ils seront prêtés aux élèves dès que ces derniers seront en capacité de s'en servir (fin 1^{er} trimestre au maxi) sous réserve de l'établissement d'un contrat de prêt et de la production d'une attestation d'assurance couvrant les risques pendant la durée totale du prêt.
- Le Régisseur adjoint du *Conservatoire TPM*, chargé du parc instrumental sera l'interlocuteur des familles (sous couvert du directeur, de la directrice de l'établissement scolaire) pour finaliser et traiter sur le plan administratif les contrats de prêts établis dans la limite de l'année scolaire (pas de prêt pendant les congés d'été).
Le secrétariat du Site de ... du Conservatoire, sera l'interlocuteur administratif immédiat.
- Rôle de l'I.M.S. : en lien avec le projet des professeurs du *Conservatoire TPM*, assure la coordination des actions en cohérence avec le projet de la classe. L'enseignant scolaire fera partie de l'orchestre par l'apprentissage.

- Budget investissement (parc instrumental) :

TPM : euros

Ass OAE : ... euros

- Budget fonctionnement (enseignants du *Conservatoire TPM*) :

Les temps d'intervention sont inclus dans le temps de cours hebdomadaire des enseignants.

- Autre financement :

NEANT

- projet musical (descriptif, objectifs)

Composition orchestrale :

Objectifs

- Rendre la musique accessible (pratique collective au service de la pratique individuelle, les enfants étant libérés des contraintes économiques et socioculturelles).
- Faire découvrir le plaisir de jouer en orchestre.
- Permettre aux élèves de s'exprimer dans un groupe en remarquant les qualités des camarades, développer l'écoute attentive, le respect, l'entraide...
- Aider l'élève à se fixer des repères et à valoriser le groupe.
- Promouvoir la culture en lien avec l'Histoire des arts et le parcours d'EAC de l'élève
- De façon transversale, créer des ponts motivants vers différents domaines d'apprentissage.
- Permettre aux différents OAE formés de se rencontrer en fin d'année.

Mise en œuvre pédagogique

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Date, et signatures

Le représentant pour le Conservatoire TPM

Le représentant de l'E.N.

ANNEXE 2.2 ANNUELLE

DISPOSITIF ORCHESTRE

A L'ECOLE DE

ANNEE SCOLAIRE 202..-202..

Bilan de l'année 20..-20...

Evaluation pédagogique

Critères définis par les établissements partenaires

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Activité musicale : (réalisations, difficultés...)

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Comportements des élèves (diagnostics, évolutions)

dans le dispositif OAE / assiduité pour les sessions périscolaires / Défections éventuelles (quand, nombre, raisons) / etc.

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Evaluation fonctionnement

Relations

Relations entres partenaires du dispositif

.....

.....

.....

Relations avec les parents

.....

.....

.....

Relations avec l'environnement

.....

.....

Moyens

Parc instrumental

Relations avec le spécialiste agréé

SPECIALISTE(E) AGREE(S) nom, tél,@ :

.....
.....
.....

Maintenance annuelle des instruments (quand, quoi, comment)

.....
.....
.....
.....

Autres interventions (quand, comment, pourquoi),

.....
.....
.....
.....

(difficultés, constats, suivi des contrats de prêts)

.....
.....

Propositions pour l'année suivante 20...-20...

(Aménagements ou modifications envisagés, autres intervenants, partenariats, communication etc.)

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Classe OAE à venir 20...-20...

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Les présentes propositions seront intégrées dans l'annexe annuelle de l'année scolaire 20...-20....

Date, et signatures

Le représentant pour le Conservatoire TPM

Le représentant de l'E.N.

LISTE DES INSTRUMENTS APPARTENANT A TPM ***MIS A DISPOSITION DE L'ORCHESTRE A L'ECOLE 'INSTRUMENTS ANCIENS'**

LUTH	7 chœurs en sol 53 cm	D. Jarny	1 300,00 €
LUTH	7 chœurs en sol 53 cm	D. Jarny	1 300,00 €
LUTH	7 chœurs 51 cm	D. Jarny	1 200,00 €
LUTH	7 chœurs 51 cm	D. Jarny	1 200,00 €
LUTH	6 chœurs 51 cm	Nicolas Petit	1 430,00 €
LUTH	6 chœurs 51 cm	Nicolas Petit	1 430,00 €
LUTH	7 chœurs en sol 53 cm	ø	1 320,00 €
Sous total :			9 180,00 €

CLARINETTE BAROQUE	Soprano	Kunath	132,00 €
CLARINETTE BAROQUE	Soprano	Kunath	132,00 €
CLARINETTE BAROQUE	Soprano	Kunath	132,00 €
CLARINETTE BAROQUE	Soprano	Kunath	132,00 €
CLARINETTE BAROQUE	Soprano	Kunath	132,00 €
CLARINETTE BAROQUE	Soprano	Kunath	132,00 €
CLARINETTE BAROQUE	Soprano	Kunath	132,00 €
CLARINETTE BAROQUE	Clarineau (instrument de secours)	Kunath	78,00 €
Sous total :			1002,00 €

FLûTE A BEC	Soprano	Moeck	90,00 €
FLûTE A BEC	Soprano	Mollenhauer	75,00 €
FLûTE A BEC	Soprano	Mollenhauer	75,00 €
FLûTE A BEC	Soprano	Mollenhauer	75,00 €
FLûTE A BEC	Soprano	Mollenhauer	75,00 €
FLûTE A BEC	Soprano	Mollenhauer	75,00 €
FLûTE A BEC	Soprano	Mollenhauer	75,00 €
Sous total :			540,00 €

VIOLE DE GAMBE	Ténor	∅	1809,00 €
VIOLE DE GAMBE	Ténor	∅	1809,00 €
VIOLE DE GAMBE	Ténor	∅	1809,00 €
VIOLE DE GAMBE	Ténor (instrument de secours)	∅	1809,00 €
VIOLE DE GAMBE	Dessus	∅	1590,00 €
VIOLE DE GAMBE	Dessus	∅	1590,00 €
VIOLE DE GAMBE	Dessus	∅	1590,00 €
VIOLE DE GAMBE	Dessus (instrument de secours)	∅	1590,00 €
Sous total :			13596,00 €

SOMME TOTAL :	24318,00 €
---------------	------------

**LISTE DES INSTRUMENTS APPARTENANT A TPM
MIS A DISPOSITION DE L'ORCHESTRE A L'ECOLE 'BOIS'**

BASSON	Renard	Fagott Fox	2576,00 €
BASSON	Petites Mains	Takeda	5508,00 €
BASSON	Petites Mains (instrument de secours)	Moosman	4200,00 €
Sous total :			12284,00 €

SAXOPHONE	Alto	Yamaha	1099,00 €
SAXOPHONE	Alto	Yamaha	1019,00 €
SAXOPHONE	Alto	Yamaha	1019,00 €
SAXOPHONE	Alto	Yamaha	979,00 €
SAXOPHONE	Alto	Yamaha	979,00 €
SAXOPHONE	Alto (instruments de secours)	Yamaha	979,00 €
Sous total :			6067,00 €

HAUTBOIS	Riec	Rigoutat	1990,00 €
HAUTBOIS	Petites Mains	Howarth Junior	1440,00 €
HAUTBOIS	Petites Mains	Howarth Junior	1440,00 €
HAUTBOIS	Petites Mains (instrument de secours)	Howarth Junior	1740,00 €
Sous total :			6610,00 €

FLûTE TRAVERSIERE	YFL281F3	Yamaha	788,00 €
FLûTE TRAVERSIERE	YFL281F	Yamaha	795,00 €
FLûTE TRAVERSIERE	YFL / ID	Yamaha	624,00 €
FLûTE TRAVERSIERE	YFL-282	Yamaha	803,00 €
FLûTE TRAVERSIERE	YFL-282 (instrument de secours)	Yamaha	654,00 €
Sous total :			3664,00 €

CLARINETTE	26 / II	Yamaha	500,00 €
CLARINETTE	26 / II	Yamaha	500,00 €
CLARINETTE	B12 Si b	Buffet Crampon	970,00 €
CLARINETTE	E11	Buffet Crampon	945,00 €
CLARINETTE	JCL 637	Jupiter	336,00 €
CLARINETTE	JCL 637	Jupiter	336,00 €
CLARINETTE	JCL 637	Jupiter	336,00 €
CLARINETTE	JCL 637	Jupiter	336,00 €
CLARINETTE	E11	Buffet Crampon	799,00 €
CLARINETTE	E11	Buffet Crampon	799,00 €
CLARINETTE	E11	Buffet Crampon	799,00 €
CLARINETTE	E13	Buffet Crampon	1 320,00 €
CLARINETTE	650 Si b	Yamaha	500,00 €
CLARINETTE	26 / II	Yamaha	500,00 €
CLARINETTE	Si b (instrument de secours)	Buffet Crampon	1 278,00 €
Sous total :			10254,00 €

SOMME TOTAL :	38879,00 €
----------------------	-------------------

LISTE DES INSTRUMENTS MIS A DISPOSITION PAR L'ASSOCIATION « ORCHESTRE A L'ECOLE » POUR L'ORCHESTRE 'BOIS'

BASSON	Petites Mains	Takeda	5700,00 €
Sous total :			5700,00 €

SOMME TOTAL :	5700,00 €
---------------	------------------

SOMME des instruments TPM + association « ORCHESTR A L'ECOLE »	44 579,00 €
-------------------------------------------------------------------	--------------------

**LISTE DES INSTRUMENTS APPARTENANT A TPM
MIS A DISPOSITION DE L'ORCHESTRE A L'ECOLE 'CUIVRE'**

COR	368767M	Hans Hoyer	1495.00 €
COR	386466M	Hans Hoyer	2200,00 €
COR	394183M	Hans Hoyer	1286,00 €
COR	422168	Hans Hoyer	2200,00 €
COR	464046	Yamaha	2280,00 €
COR	Felix K15 (instrument de secours)	MTP	740.00€
Sous total :			11801,00 €

TROMBONE	A 08827	Jupiter	310,00 €
TROMBONE	343036	Yamaha	829,00 €
TROMBONE	26585	Courtois	440,00 €
TROMBONE	48755	Besson	500,65 €
TROMBONE	48777	Besson	500,65 €
TROMBONE	48876	Besson	500,65 €
TROMBONE	48881	Besson	500,65 €
TROMBONE	BE 1030 – 10 (instrument de secours)	Benson	550,65 €
Sous total :			4 132,25 €

EUPHONIUM	351273	Yamaha	3 920,00 €
EUPHONIUM	L40780	Jupiter	2 000,00 €
EUPHONIUM	513663	Yamaha	4 000,00 €
EUPHONIUM	513664	Yamaha	4 000,00 €
EUPHONIUM	Nex York 231 (instrument de secours)	MTP	1 189,00 €
Sous total :			15 109,00 €

CORNET	T10048	Yamaha	765,00 €
CORNET	84626	Advences	760,00 €
CORNET	3315	Selmer	460,00 €
CORNET	T29733	Yamaha	836,00 €
CORNET	T46612	Yamaha	765,00 €
CORNET	T60454	Yamaha	611,00 €
CORNET	330463	Alpha Musique	672,00 €
CORNET	330468	Alpha Musique	672,00 €
CORNET	330470	Alpha Musique	672,00 €
CORNET	330471	Alpha Musique	672,00 €
CORNET	32802	Yamaha	672,00 €
CORNET	Axess (instrument de secours)	Advences	463,00 €
		Sous total :	8 020,00 €

SOMME TOTAL :	39 062,25 €
----------------------	--------------------

CONTRAT DE PRET D'INSTRUMENT DE MUSIQUE

Dans le cadre du dispositif « Orchestre à l'école »

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée pour le Conservatoire (Conservatoire TPM)

LE PRETEUR,

ET

Nom, prénom du représentant légal : {Nom et prénom} Nom, prénom de l'élève : {Nom et prénom}

Adresse : {Numéro de la voie} {Adresse 1} {Adresse 2} {Adresse 3} Scolarisé à l'école : {Salle} Classe : Commune : {CP Ville}

Adresse mail: {E-mail}

Direc(trice)teur de l'établissement scolaire :

LE PRENEUR,

Il a été convenu ce qui suit entre les parties :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée pour le Conservatoire consent le prêt au bénéfice du Preneur, de l'instrument et, le cas échéant, de l'équipement complémentaire dont les caractéristiques sont les suivantes :

Date de prise d'effet du prêt :

Date de fin d'effet du prêt : .../.../20.. inclus

Lieu d'inventaire : {Salle}

Pôle : Centre

Valeur : {Prix d'achat}

Désignation instrument : {Catégorie}

Marque : {Marque}

Type : {Modèle}

N° d'inventaire : {Numéro d'inventaire}

N° de série : {Numéro de série}

Code barre : {Code d'instrument}

Équipement complémentaire : {Accessoires}

Description de l'état de l'instrument (état matériel et état de fonctionnement) :

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

Secrétariat du Conservatoire TPM, Site de.....

Instrument appartenant à la Métropole TPM

Attestation d'assurance remise le :/...../20....

Nom de l'assurance : **VERSPIEREN**

Numéro du contrat d'assurance : {Numéro de contrat}

Dossier traité par l'agent :

Poste de l'agent :

Adresse courriel :@metropoletpm.fr

CONDITIONS DU PRET : le Preneur occasionnel, représentant légal de l'élève, s'engage à respecter les demandes spécifiques du Prêteur à savoir :

- ☐ maintenir en parfait état de fonctionnement, l'instrument qui lui est prêté,
- ☐ assurer l'instrument contre les risques de détérioration, destruction, perte ou vol
- Attestation d'assurances couvrant la période de prêt à fournir obligatoirement par la famille*
- ☐ restituer immédiatement l'instrument, dans les cas suivants :
 - Arrêt des cours de l'enfant
 - Demande de Direction de l'école (rayer la mention inutile)

Ce prêt est consenti à titre gratuit sous le contrôle de la directrice/le directeur de l'école {Salle}M/Mme.....

Le Prêteur se réserve de mettre fin au prêt en cas de manquement à l'une des obligations mentionnées dans le présent contrat de prêt.

**VOIR CLAUSES PARTICULIERES DU CONTRAT
AU VERSO DU DOCUMENT**

Signatures obligatoires par les 2 parties du présent contrat établi en 2 exemplaires dont 1 sera remis au Preneur occasionnel.

ARTICLE 1 : OBLIGATIONS DU PRENEUR OCCASIONNEL ET DU PRETEUR

1.1 Le Preneur occasionnel s'engage à :

- utiliser l'instrument prêté selon les recommandations d'usage
- prendre à sa charge durant la durée du prêt, l'entretien courant de l'instrument loué ainsi que toutes les réparations nécessaires au maintien de son état, en informant le représentant du prêteur
- restituer en bon état l'instrument prêté au terme du contrat de prêt
- ne pas opérer sur l'instrument des modifications de l'aspect ou de ses caractéristiques
- ne pas vendre, ni sous-louer le contrat de prêt
- répondre des dégradations et/ou de la perte qui surviendraient pendant la durée du contrat

1.2 Le Prêteur s'engage à :

- prêter un instrument conforme aux règles d'usage, exempt de tout vice susceptible d'en empêcher une utilisation normale
- assurer la jouissance paisible de l'instrument et de garantir le Preneur occasionnel contre les vices susceptibles d'en empêcher l'usage
- à conseiller le Preneur occasionnel sur les éventuelles réparations à effectuer sur l'instrument

1.3 Etat général de l'instrument ou des instruments prêté (s) : les remarques relatives à l'état général de l'instrument sont portées sur le contrat de prêt.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU PRENEUR OCCASIONNEL PENDANT LA DUREE DU PRET

2.1 Obligation d'utiliser l'instrument en « bon père de famille » et de l'entretenir.

L'instrument est prêté en bon état de fonctionnement. Les réparations rendues nécessaires par la négligence ou le mauvais entretien en cours de prêt seront à la charge du Preneur occasionnel.

2.2 Obligation de rendre l'instrument dans le même état : le Preneur occasionnel s'engage à restituer l'instrument dans le même état que celui décrit dans le contrat de prêt (état matériel et de fonctionnement).

2.3 Obligation de restituer l'instrument dans le délai prévu. En cas de non restitution de l'instrument suite à mise en demeure restée infructueuse, le Prêteur se réserve la possibilité de déposer plainte pour vol et facturera le montant d'acquisition de l'instrument prêté au Preneur occasionnel à l'aide d'un titre de recettes. Dans ce cas, le Preneur occasionnel pourra se voir refuser tout prêt, pour les années ultérieures.

ARTICLE 3 : DUREE

Le présent contrat de prêt est conclu pour la période indiquée au recto de ce document (date de prise d'effet du prêt/date de fin d'effet du prêt correspondant à la date de restitution de l'instrument imposée par le Prêteur) sous réserve d'avoir obtenu l'accord expresse du représentant du Prêteur.

ARTICLE 4 : MONTANT ET PAIEMENT DU PRET

Le présent prêt est consenti à titre gracieux par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 5 : ASSURANCE

Le Preneur occasionnel s'engage à assurer l'instrument ainsi que son équipement complémentaire faisant l'objet du prêt. Une attestation d'assurance sera exigée, au moment du retrait de l'instrument et de l'établissement du contrat de prêt afférent ; ce document devra couvrir tous les risques de détérioration et de perte totale ou partielle de l'instrument ainsi que de l'équipement complémentaire, quelle qu'en soit la cause, durant la durée d'effet du présent contrat.

ARTICLE 6 : CLAUSES RESOLUTOIRES

Sous peine de résiliation immédiate, sans préavis et sans dédommagement de quelque ordre que ce soit, du présent contrat, il est expressément stipulé que :

- La sous-location est interdite
- Toute modification, substantielle ou non, opérée sur l'instrument est interdite sans l'avis exprès du représentant du Prêteur
- A défaut de présentation d'une attestation d'assurances de l'instrument par le Preneur occasionnel, il pourra être fait usage de la présente clause résolutoire.

L'application de ces clauses résolutoires sera mise en œuvre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception fixant le délai de grâce consenti. Le non retrait de la lettre recommandée par le Preneur occasionnel fautif ne remet pas en cause l'annulation immédiate du contrat. Par conséquent, une fois le délai de grâce expiré, le Prêteur est autorisé à récupérer l'instrument ou les instruments prêté(s) et à user des voies de recours judiciaires.

Par sa signature, le Preneur occasionnel reconnaît avoir pris connaissance du présent contrat et s'engage à en respecter les termes.

Fait à le (Date signature du présent contrat)

Le Prêteur, Le représentant de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANE	Le Preneur occasionnel, Représentant légal de l'élève Signature et mention « lu et approuvé »
-------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------

CONTRAT DE PRET D'INSTRUMENT DE MUSIQUE

Dans le cadre du dispositif « Orchestre à l'école »

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée pour le Conservatoire (Conservatoire TPM)

LE PRETEUR

ET

Nom, prénom du représentant légal : {Nom et prénom} Nom, prénom de l'élève : {Nom et prénom}

Adresse : {Numéro de la voie} {Adresse 1} {Adresse 2} {Adresse 3} Scolarisé à l'école : {Salle} Classe : Commune : {CP Ville}

Adresse mail: {E-mail}

Direc(trice)teur de l'établissement scolaire :

LE PRENEUR

Il a été convenu ce qui suit entre les parties :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée pour le Conservatoire consent le prêt au bénéfice du Preneur, de l'instrument et, le cas échéant, de l'équipement complémentaire dont les caractéristiques sont les suivantes :

Date de prise d'effet du prêt :

Date de fin d'effet du prêt : .../.../20.. inclus

Lieu d'inventaire : {Salle}

Pôle : Centre

Valeur : {Prix d'achat}

Désignation instrument : {Catégorie}

Marque : {Marque}

Type : {Modèle}

N° d'inventaire : {Numéro d'inventaire}

N° de série : {Numéro de série}

Code barre : {Code d'instrument}

Équipement complémentaire : {Accessoires}

Description de l'état de l'instrument (état matériel et état de fonctionnement) :

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

Secrétariat du Conservatoire TPM, Site de

Instruments appartenant à l'Association Orchestre à l'École

Attestation d'assurance remise le :/...../20....

Nom de l'assurance : **VERSPIEREN**

Numéro du contrat d'assurance : {Numéro de contrat}

Dossier traité par l'agent :

Poste de l'agent :

Adresse courriel :@metropoletpm.fr

CONDITIONS DU PRET : le Preneur occasionnel, *représentant légal de l'élève*, s'engage à respecter les demandes spécifiques du Prêteur à savoir :

- ☐ maintenir en parfait état de fonctionnement, l'instrument qui lui est prêté,
- ☐ assurer l'instrument contre les risques de détérioration, destruction, perte ou vol
Attestation d'assurances couvrant la période de prêt à fournir obligatoirement par la famille
- ☐ restituer immédiatement l'instrument, dans les cas suivants :
 - Arrêt des cours de l'enfant
 - Demande de Direction de l'école (*rayez la mention inutile*)

Ce prêt est consenti à titre gratuit sous le contrôle de la directrice/le directeur de l'école {Salle}M/Mme.....

Le Prêteur se réserve de mettre fin au prêt en cas de manquement à l'une des obligations mentionnées dans le présent contrat de prêt.

**VOIR CLAUSES PARTICULIERES DU CONTRAT
AU VERSO DU DOCUMENT**

Signatures obligatoires par les 2 parties du présent contrat établi en 2 exemplaires dont 1 sera remis au Preneur occasionnel.

ARTICLE 1 : OBLIGATIONS DU PRENEUR OCCASIONNEL ET DU PRETEUR

1.1 Le Preneur occasionnel s'engage à :

- utiliser l'instrument prêté selon les recommandations d'usage
- prendre à sa charge durant la durée du prêt, l'entretien courant de l'instrument loué ainsi que toutes les réparations nécessaires au maintien de son état, en en informant le représentant du prêteur
- restituer en bon état l'instrument prêté au terme du contrat de prêt
- ne pas opérer sur l'instrument des modifications de l'aspect ou de ses caractéristiques
- ne pas vendre, ni sous-louer le contrat de prêt
- répondre des dégradations et/ou de la perte qui surviendraient pendant la durée du contrat

1.2 Le Prêteur s'engage à :

- prêter un instrument conforme aux règles d'usage, exempt de tout vice susceptible d'en empêcher une utilisation normale
- assurer la jouissance paisible de l'instrument et de garantir le Preneur occasionnel contre les vices susceptibles d'en empêcher l'usage
- à conseiller le Preneur occasionnel sur les éventuelles réparations à effectuer sur l'instrument

1.3 Etat général de l'instrument ou des instruments prêtés (s) : les remarques relatives à l'état général de l'instrument sont portées sur le contrat de prêt.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU PRENEUR OCCASIONNEL PENDANT LA DUREE DU PRET

2.1 Obligation d'utiliser l'instrument en « bon père de famille » et de l'entretenir.

L'instrument est prêté en bon état de fonctionnement. Les réparations rendues nécessaires par la négligence ou le mauvais entretien en cours de prêt seront à la charge du Preneur occasionnel.

2.2 Obligation de rendre l'instrument dans le même état : le Preneur occasionnel s'engage à restituer l'instrument dans le même état que celui décrit dans le contrat de prêt (état matériel et de fonctionnement).

2.3 Obligation de restituer l'instrument dans le délai prévu. En cas de non restitution de l'instrument suite à mise en demeure restée infructueuse, le Prêteur se réserve la possibilité de déposer plainte pour vol et facturera le montant d'acquisition de l'instrument prêté au Preneur occasionnel à l'aide d'un titre de recettes. Dans ce cas, le Preneur occasionnel pourra se voir refuser tout prêt, pour les années ultérieures.

ARTICLE 3 : DUREE

Le présent contrat de prêt est conclu pour la période indiquée au recto de ce document (date de prise d'effet du prêt/date de fin d'effet du prêt correspondant à la date de restitution de l'instrument imposée par le Prêteur) sous réserve d'avoir obtenu l'accord expresse du représentant du Prêteur.

ARTICLE 4 : MONTANT ET PAIEMENT DU PRET

Le présent prêt est consenti à titre gracieux par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 5 : ASSURANCE

Le Preneur occasionnel s'engage à assurer l'instrument ainsi que son équipement complémentaire faisant l'objet du prêt. Une attestation d'assurance sera exigée, au moment du retrait de l'instrument et de l'établissement du contrat de prêt afférent ; ce document devra couvrir tous les risques de détérioration et de perte totale ou partielle de l'instrument ainsi que de l'équipement complémentaire, quelle qu'en soit la cause, durant la durée d'effet du présent contrat.

ARTICLE 6 : CLAUSES RESOLUTOIRES

Sous peine de résiliation immédiate, sans préavis et sans dédommagement de quelque ordre que ce soit, du présent contrat, il est expressément stipulé que :

- La sous-location est interdite
- Toute modification, substantielle ou non, opérée sur l'instrument est interdite sans l'avis exprès du représentant du Prêteur
- A défaut de présentation d'une attestation d'assurances de l'instrument par le Preneur occasionnel, il pourra être fait usage de la présente clause résolutoire.

L'application de ces clauses résolutives sera mise en œuvre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception fixant le délai de grâce consenti. Le non retrait de la lettre recommandée par le Preneur occasionnel fautive ne remet pas en cause l'annulation immédiate du contrat. Par conséquent, une fois le délai de grâce expiré, le Prêteur est autorisé à récupérer l'instrument ou les instruments prêtés(s) et à user des voies de recours judiciaires.

Par sa signature, le Preneur occasionnel reconnaît avoir pris connaissance du présent contrat et s'engage à en respecter les termes.

Fait à le (Date signature du présent contrat)

Le Prêteur,
Le représentant de la Métropole
TOULON PROVENCE MEDITERRANE

Le Preneur occasionnel,
Représentant légal de l'élève
Signature et mention « lu et approuvé »